

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'œuvre :
Commune d'AUX MARAIS

Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur :
M. le Maire de la Commune d'AUX MARAIS

Objet de la consultation :
RD 981 (route de Beauvais)
Le long de la RD 22 (route d'Auneuil)

Remise des offres :
Date et heure limites de réception : **7 mai à 12h00**

Le présent CCAP comporte 28 pages.

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1 ^{er} : OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 – Décomposition en lots, tranches ou phases	4
1.3 - Représentation des parties	4
1.4 - Intervenants.....	4
1.5 - Forme des notifications et informations au titulaire	4
1.6 - Ordre de service	4
1.7 - Réalisation de prestations similaires.....	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 : CONTENU ET NATURE DES PRIX – AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	5
3.1 - Contenu des prix	5
3.2 - Nature du prix.....	6
3.3 - Augmentation du montant des travaux.....	6
ARTICLE 4 : VARIATION DANS LES PRIX.....	6
4.1 – Forme du prix	6
4.2 – Index de variation	7
4.3 – Révision provisoire	7
ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 6 : DURÉE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION.....	7
6.1 – Durée du marché	7
6.2 – Prolongation des délais d'exécution	8
6.3 - Reconduction	8
6.4 – Pénalités.....	8
ARTICLE 7 : PROVENANCE, QUALITÉ ET CONTÔLE.....	10
7.1 – Provenance des matériaux et produits	10
7.2 – Mise à disposition de lieux d'emprunt.....	11
7.3 – Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	11
7.4 – Prise en charge, manutention et conservation	11
ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES – LOCALISATION DES RÉSEAUX	11
8.1 - Piquetage général	11
8.2 – Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	11
ARTICLE 9 : PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	14
9.1 - Période de préparation	14
9.2 - Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail.....	15
9.3 - Lutte contre le travail dissimulé.....	16
9.4 - Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers	16
9.5 - Dispositions en matière de protection de l'environnement.....	17
9.6 - Protection contre les nuisances et nettoyage du chantier	17
9.7 – Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	17
ARTICLE 10 : AVANCE	18
10.1 - Conditions de garanties pour le versement de l'avance	18
10.2 - Bénéficiaire de l'avance	18
10.3 - Modalités de règlement de l'avance.....	18
10.4 - Modalités de remboursement de l'avance.....	19
ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PAIEMENT	19
11.1 – Présentation des factures au format dématérialisé.....	19
11.2 – Demandes de paiement.....	20
11.3 – Délais de paiement.....	20
11.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	21
11.5 - Intérêts moratoires.....	21
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE.....	21
ARTICLE 13 : RÉCEPTION – DÉLAI DE GARANTIE	21
13.1 – Réception	21
13.2 – Délai de garantie.....	22
13.3 – Garanties particulières	22
13.4 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	23
13.5 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	23
ARTICLE 14 : DOCUMENTS À FOURNIR APRÈS EXÉCUTION	23
ARTICLE 15 : ASSURANCES	24
15.1 – Assurance de responsabilité	24

15.2 – Assurance des travaux	24
15.3 – Dispositions diverses	24
15.4 – Contrôle technique	25
ARTICLE 16 : RÉSILIATION - MESURES COERCITIVES	25
16.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général	25
16.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	25
16.3 – Mesures coercitives	26
ARTICLE 17 : PIÈCES À FOURNIR.....	26
ARTICLE 18 : CLAUSES DE RÉEXAMEN	26
18.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	26
18.2 – Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	27
ARTICLE 19 : CONFIDENTIALITÉ - MESURES DE SÉCURITÉ	27
19.1 – Obligation de confidentialité.....	27
19.2 – Protection des données à caractère personnel	27
19.3 – Sous-traitance	27
ARTICLE 20 : REGLEMENT DES DIFFERENTS LITIGES.....	28
ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	28

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE 1^{er} : OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent la création d'une voie verte le long de la RD 981 (route de Beauvais), entre AUX MARAIS et la voie d'accès à la Commune de GOINCOURT.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie d'AUX MARAIS, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 – Décomposition en lots, tranches ou phases

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

1.3 - Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le Maître d'Ouvrage désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation au maître d'ouvrage et au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le Maître d'Ouvrage en cours d'exécution du marché.

Pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et L.554-8 et R 554-1 et R.554-8 du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le responsable du projet est le Maître d'Œuvre.

1.4 - Intervenants

Le représentant de la Maîtrise d'Ouvrage est **Monsieur le Maire de la Commune d'AUX MARAIS**.

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par **Oise VRD Services, 4, rue de l'Argilière, 60650 SAINT-PAUL, tél. : 09 61 39 52 01, mail : oisevrdservices@orange.fr**. Elle est chargée d'une mission comprenant les éléments PRO, ACT, VISA, DET et AOR.

Les études d'exécution des ouvrages seront réalisées par l'entrepreneur attributaire ; elles seront transmises au Maître d'Œuvre pour validation avant commencement de réalisation.

1.5 - Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Maître d'Ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et heure de leur réception :

- remise contre récépissé daté et signé ;
- lettre recommandée avec accusé de réception ;
- transmission par courrier électronique avec accusé de lecture et/ou de réception.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

1.6 - Ordre de service

Il sera fait application des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux.

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG Travaux, doivent, pour être opposables au Maître d'Ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, en particulier actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seule foi ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seule foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seule foi ;

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur le marché, l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- le bordereau des prix unitaires ;
- le détail estimatif ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux), approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1^{er} octobre 2009) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCTG Travaux) en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.1 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG Travaux, le représentant du Maître d'Ouvrage ne délivrera d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité que sur demande expresse du titulaire.

ARTICLE 3 : CONTENU ET NATURE DES PRIX – AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

3.1 - Contenu des prix

Les prix du marché sont **hors TVA**.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où seront exécutés les travaux, telles que visées à l'article 10.1 du CCAG Travaux. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiqués par le Maître d'Ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés à l'attributaire ou au mandataire du groupement sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG travaux.

Ils sont également établis en tenant compte des sujétions suivantes :

- des frais d'établissement et de finalisation des documents d'exécution et de synthèse (plan d'exécution des ouvrages et de synthèse, Plans d'Atelier et de Chantier, fourniture de documentation, notes de calcul, procès-verbaux, etc....). Les documents joints au dossier de consultation des entreprises constituent, en effet, l'ensemble des prestations dues par le Maître d'Œuvre dans le cadre de son marché au titre de la conception des ouvrages. Le complément nécessaire à l'exécution est dû par l'entrepreneur dans le cadre de son forfait.
- de la réglementation du Code du Travail en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- de toutes les dépenses que l'entrepreneur concerné pourrait être amené à faire auprès des services administratifs ou des concessionnaires pour le besoin des travaux.

En complément de l'article 31.3 du CCAG Travaux, l'entrepreneur concerné doit se mettre en rapport avec tous les Services intéressés et en obtenir les autorisations et tous les renseignements utiles pour l'exécution de ses travaux. Il doit se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services et organismes désignés par eux et doit fournir tous les documents et toutes les pièces justificatives demandées.

Il doit :

- obtenir tous les accords nécessaires pour les installations faisant partie de la concession ;
- transmettre au Maître d'Œuvre tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ses contacts et qui concernent l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge ;
- obtenir tous les certificats de conformité nécessaires et régler tous les frais nécessités par les opérations de contrôle ou de vérification ;
- signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires les dates de commencement et d'achèvement de chacune de ses interventions.

Il doit enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le représentant du Maître d'Ouvrage et les remettre aux services intéressés.

En cas de cotraitance solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle, effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à palier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

3.2 - Nature du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au détail quantitatif estimatif.

Sauf si ces documents sont demandés à la remise des offres, l'entrepreneur fournira dans les 20 jours à compter de la date de demande du Maître d'Œuvre un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires ou une décomposition de chacun des prix de l'état des prix forfaitaires, désignés par le maître d'œuvre, conformément aux dispositions de l'article 10.3.4 du CCAG Travaux.

3.3 - Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 4 : VARIATION DANS LES PRIX

4.1 – Forme du prix

Le présent marché est passé à prix actualisable.

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur le mois de la date de signature de l'offre finale par le titulaire (mois M0).

Si la date de début d'exécution des prestations intervient dans un délai supérieur à 3 mois à compter du mois Mo, les prix seront actualisés à la date de démarrage, suivant la formule suivante :

$$P_{fa} = P_{fi} * I_{de-3} / I_o$$

dans laquelle :

P_{fa} représente le prix ferme actualisé

P_{fi} représente le prix ferme initial

I_{de} représente la valeur de l'indice de référence pour le mois M de début d'exécution des prestations.

I_{de-3} représente la valeur de l'indice de référence pour le mois M moins trois (03) mois.

I_o représente la valeur de l'indice de référence pour le mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre finale.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

En cas de modification n'excédant pas un certain seuil (avenant), par dérogation à l'article 14,2 du CCAG Travaux, les prix mentionnés dans l'avenant sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

4.2 – Index de variation

L'index national I de référence choisi pour l'application de la clause de variation des prix est le TP01

4.3 – Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions du Code de la Commande Publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance (DC4 en vigueur), dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur cet acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le Maître d'Ouvrage notifiera, après signature, au titulaire, l'exemplaire d'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au Maître d'Ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiements dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang ou plus, présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang ou plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans un délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la garantie à 1^{ère} demande garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux à leurs sous-traitants indirects. La non-production de cette copie au Maître d'Ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant et peut emporter, dans les conditions définies ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur le chantier que sous réserve, d'une part, de son acceptation et de son agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au Coordonnateur SPS, lorsque celui-ci est exigé par la loi, son plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L 4532-9 du Code du Travail.

ARTICLE 6 : DURÉE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION

6.1 – Durée du marché

La durée du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux. Elle démarre à compter de la date fixée pour le démarrage de la période de préparation.

La durée de la période de préparation est fixée à l'article 4.1 de l'Acte d'Engagement. Elle démarre à la date fixée par l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Le délai de la période d'exécution des travaux est fixée à l'article 4.1 de l'Acte d'Engagement. Il commence à partir de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer lesdits travaux.

Les travaux de confortement sont exécutés à compter de la réception et jusqu'à l'expiration du délai de parfait achèvement prolongé, le cas échéant.

6.2 – Prolongation des délais d'exécution

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, l'entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Œuvre ainsi qu'au représentant du Maître d'Ouvrage, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, toute circonstance ou évènement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires, permettant au Maître d'Œuvre ainsi qu'au représentant du Maître d'Ouvrage de reconnaître le bien fondé des difficultés imprévues motivant le retard, doivent être jointes.

Si à la suite de l'examen des justifications fournies, le représentant du Maître d'Ouvrage décide d'accorder une prolongation de délai, un avenant (ou décision de prolongation) fixant le nouveau délai contractuel sera établi.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 20 jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le Maître d'Œuvre, les délais d'exécution des travaux seront prolongés, par voie d'ordre de service, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-dessous dépassera les intensités et durée limites ci-après :

- gel : lorsque la température sera inférieure à -1° C à 8 heures du matin ;
- neige : les précipitations cumulées de 0 heures à 24 heures étant supérieures à 5 cm ;
- pluie : de 6 heures à 18 heures, les précipitations cumulées étant supérieures à 20 mm ;
- vent : vitesse instantanée supérieure ou égale à 60 km/h entre 6 heures et 18 heures, dans ce cas une demi-journée sera décomptée.

Ces intensités sont celles relevées à la station de la Météorologie Nationale concernée.

L'entrepreneur est également tenu de faire constater l'arrêt des travaux au Maître d'Œuvre en justifiant les raisons. En l'absence de constat dûment signé par le Maître d'Œuvre, la ou les journées d'intempéries ne seront pas retenues pour la prolongation du délai.

Les intempéries doivent être notées et enregistrées sur un cahier spécial, disponible sur le chantier. Elles seront à comparer le cas échéant, aux données de la station météorologique concernée. Les fiches de déclaration d'intempéries doivent être acceptées au préalable par le Maître d'Œuvre, au fur et à mesure des événements.

Elle ne s'applique pas pour la partie étude.

Le phénomène vent n'est à prendre en compte que lors de la présence d'une grue en fonctionnement sur le chantier.

Les journées d'intempéries constatées ne donnent pas lieu à dédommagement.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation en jours ouvrés du délai d'exécution est égale au nombre de jours ouvrés d'intempéries pendant lesquels l'arrêt du travail a été constaté, déduction faite du nombre des journées d'intempéries réputées prévisibles.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.

6.3 - Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

6.4 – Pénalités

Les stipulations de l'article 20 du CCAG Travaux sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

- par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée ;
- les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire, par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Maître d'Ouvrage.

6.4.1 – Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux, en cas de retard sur la date d'achèvement final des travaux, l'entrepreneur subira une pénalité dont le montant est fixé à 1/1000^e du montant du marché, en prix de base HT, hors variation de prix, avec un minimum de 200 €, par jour calendaire de retard.

De plus, le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence et de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais de travaux donne le droit au représentant du Maître d'Ouvrage d'appliquer une pénalité provisoire, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation du représentant du Maître d'Ouvrage.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution. Toutefois, le représentant du Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning, la date d'origine de ce dernier étant prise égale à celle prescrite pour le commencement des travaux. Pour chaque phase de travaux, en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution, celle-ci est, pour l'état d'avancement, réputée uniforme dans le délai imparti à cette phase.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution ;
- bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, les travaux ont accusé un retard qui, bien que n'ayant pas eu d'incidence sur le délai global, a perturbé la marche du chantier ou n'a pas permis l'ouverture ou la livraison de tout ou partie des ouvrages dans les conditions initialement prévues.

6.4.2 – Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En complément de l'article 20 du CCAG Travaux, si l'entrepreneur ou son représentant agréé n'assiste pas à une réunion de chantier ou ne se rend pas à une convocation qui lui est adressée par le Maître d'Œuvre, il est passible d'une pénalité de 50,00 € sauf excuses notifiées avant la veille du rendez-vous ou sur excuses justifiées par cas de force majeure.

6.4.3 – Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article 15 ci-dessous, le Maître d'Ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à 100 € par jour de retard.

6.4.4 – Pénalités pour retard dans la remise des documents

Les documents d'exécution des ouvrages nécessitant un dimensionnement seront établis pendant la période de préparation.

L'ensemble des plans d'exécution des ouvrages et documents d'exécution devront être présentés au Maître d'Œuvre, dans le délai de 2 mois à compter de l'acte prescrivant le démarrage du délai d'exécution global des travaux.

En cas de non-remise, à l'expiration du délai de la période de préparation, des documents à fournir visés à l'article 29.1 du CCAG Travaux, le Maître d'Ouvrage appliquera une pénalité provisoire de retard égale à 150 € par jour de retard.

Au-delà de 1 mois suivant la date de fin de période de préparation, si les documents ne sont pas fournis, cette pénalité provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

En cas de non-remise, à l'expiration du délai indiqué dans la demande concernée, de documents d'exécution, le Maître d'Ouvrage appliquera une pénalité provisoire de retard égale à 150 € par jour de retard.

En cas de non-remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le Maître d'Ouvrage appliquera une pénalité provisoire de retard égale à 150 € par jour de retard.

Cette pénalité s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du CCAG Travaux et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, par dérogation à l'article 20.5, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette pénalité, le Maître d'Ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette pénalité provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

6.4.5 – Prime d'avance

Aucune prime d'avance ne sera accordée.

6.4.6 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier, le nettoyage des lieux et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard, et après mise en demeure restée sans effet, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité par jour de retard visée ci-avant (article 6.4.1).

6.4.7 – Pénalités pour défaut de nettoyage

Si le Maître d'Œuvre constate le défaut de nettoyage du chantier (locaux, circulation, espaces extérieurs, voies...) de la part d'un entrepreneur, une pénalité forfaitaire et définitive de 100 € par jour calendaire de retard sera appliquée, sur la demande d'acompte, à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par le Maître d'Œuvre de nettoyer le chantier.

6.4.8 – Autres pénalités relatives à la sécurité du chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles ci-dessus avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le Maître d'Œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription immédiatement.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

Il s'agit de :

- si l'entrepreneur ne respecte pas les règles portant sur la sécurité et la santé des travailleurs, le représentant du Maître d'Ouvrage appliquera, sur la demande d'acompte, une retenue forfaitaire définitive de 500 € HT par infraction constatée
- en cas d'arrêt de chantier dû à des carences de l'entrepreneur en matière de sécurité, d'hygiène et de signalisation, les conséquences liées à cet arrêt et les conséquences financières en résultant seront à la seule charge de l'entreprise
- si le Maître d'Œuvre constate que la signalisation du chantier n'est pas conforme aux règlements en vigueur, une retenue forfaitaire et définitive de 100 € HT par jour de manquement à la réglementation sera appliquée, sur la demande d'acompte, de l'entreprise. D'autre part, le représentant du Maître d'Ouvrage pourra faire effectuer les travaux de remise en état et de conformité de la signalisation aux frais du titulaire.

Ces pénalités s'appliqueront depuis le constat des faits signalant les absences ou défauts jusqu'au constat de rétablissement de la sécurité.

6.4.8 – Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux objet de réserves

Si la réception est prononcée avec des réserves relevant du 5 de l'article 41 du CCAG Travaux, tout retard dans l'achèvement des travaux en cause est sanctionné à l'issue du délai accordé par le représentant du Maître d'Ouvrage par une pénalité dont le taux est fixé à 1/1 500^e du montant hors taxes du marché par jour calendaire de retard.

6.4.9 – Autres pénalités

Tout manquement non-justifié aux indications portées dans le mémoire technique remis par le prestataire à l'appui de son offre sera passible d'une pénalité fixée à 5 % du montant du contrat.

Tout manquement aux indications et ou recommandations portées dans le registre journal établi par le coordonnateur SPS et ayant fait l'objet d'un 2^{ème} rappel, sera passible d'une pénalité fixée à 50 € HT par manquement.

ARTICLE 7 : PROVENANCE, QUALITÉ ET CONTÔLE

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

7.1 – Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du Maître d'Œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

7.2 – Mise à disposition de lieux d'emprunt

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur.

7.3 – Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que le C.C.T.P. définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le Maître d'Ouvrage, à la charge du titulaire.

Le C.C.T.P. précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, surveillance sont réalisées par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le Maître d'Ouvrage, à la charge du titulaire.

Le Maître d'Ouvrage, sur proposition du Maître d'Œuvre, peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le Maître d'Ouvrage.

7.4 – Prise en charge, manutention et conservation

En complément de l'article 26 du CCAG Travaux, le C.C.T.P. désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis, le cas échéant, par le Maître d'Ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ou de leur réception par l'entrepreneur, ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

Le Maître d'Ouvrage mettra à la disposition du titulaire les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis à sa disposition.

Le C.C.T.P. ne déroge pas à l'article 26 du CCAG Travaux.

ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES – LOCALISATION DES RÉSEAUX

8.1 - Piquetage général

Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du Maître d'Œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le Maître d'Œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont compris dans le prix du marché.

8.2 – Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

8.2.1 – Obligations générales du titulaire

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et suivants et R 554-1 et suivants du Code de l'Environnement. Ces dispositions s'appliquent, lorsqu'elles leurs sont contraires, par dérogation aux articles 27.3 et 31.9 du CCAG Travaux.

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Pour l'application de ces dispositions le responsable du projet est identifié à l'article 1.3 ci-dessus.

Notamment, par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme de télé service du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site «www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr», ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP.

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent marché relatives aux travaux à proximité des réseaux.

8.2.2 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le titulaire a reçu du responsable de projet toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué par le titulaire, à ses frais, sous la responsabilité du responsable de projet, dans les mêmes conditions qu'au 8.1 ci-dessus.

Il maintient le marquage/piquetage en bon état.

8.2.3 – Évolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux

Dans le cas où l'exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrages, il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai.

Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'exécutant des travaux arrête le chantier.

En cas de carence de l'exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d'arrêt des travaux.

Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies.

Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :

- les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité
- les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet
- l'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires)
- les conséquences sur les délais
- l'arrêt ou la reprise des travaux
- les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un avenant définissant les conditions de prise en charge.

Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires.

Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le Maître d'Ouvrage dans le cadre d'un avenant.

Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :

- la mise en œuvre des précautions particulières
- la mise en œuvre des techniques particulières
- les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux
- les conséquences des dépassements de délais

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

8.2.4 – Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité

Ainsi qu'il est dit à l'article 8.2.1 ci-dessus, l'exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débuter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que l'exécutant des travaux n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les 9 jours de la DICT (15 jours en cas de DICT non dématérialisée), l'exécutant des travaux doit relancer sans délai l'exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant dans les deux jours de la relance, l'exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu'il décale ou fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'exécutant pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le Maître d'Ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

8.2.5 – Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains

Le responsable du projet, après avoir procédé à la déclaration de projet de travaux (DT), n'a pas procédé, en application des dispositions de l'article R 554-23 III du Code de l'Environnement, aux investigations complémentaires relatives à l'incertitude de localisation des réseaux souterrains rangés dans la classe de précision B.

Dans les zones d'incertitude, l'exécutant des travaux devra appliquer les précautions techniques particulières adaptées nécessaires à l'intervention à proximité des ouvrages ou tronçons d'ouvrages dont l'incertitude de localisation est trop élevée mais inférieure à 1,5 mètre, définies par le CCTP et à défaut par le guide technique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux visé par l'article R.554-29 du Code de l'Environnement.

La rémunération des travaux sera différenciée entre les zones d'incertitude et celles de parfaite connaissance de la localisation des réseaux que le réseau soit sensible ou non. Les principes de répartition des actes en plusieurs catégories donnant lieu à tarification différenciée sont fixés par une norme obligatoire reconnue par l'État, la Norme AFNOR NF S 70.003-1.

Si la localisation réelle des réseaux remet en cause le projet dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, sans préjudice de l'indemnisation éventuelle de l'exécutant des travaux en application de l'article 9.2.3 ci-dessus, elle emportera résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

8.2.6 – Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non-identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages

L'exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité

- en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l'exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité
- découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet ainsi que le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un constat contradictoire doit être établi sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le Maître d'Ouvrage et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 49 du CCAG Travaux.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le Maître d'Ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci ;
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier ;
- les conséquences des dépassements de délais.

L'exécutant des travaux ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

- arrêter les engins de travaux ;
- alerter immédiatement les services de secours et l'exploitant concerné ;
- aménager une zone de sécurité ;
- accueillir les secours et se mettre à la disposition du commandant des opérations de secours.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

ARTICLE 9 : PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

La coordination des travaux sera assurée par le mandataire du groupement.

La part du marché revenant à chaque entreprise intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

En aucun cas le Maître d'Ouvrage ne pourra intervenir dans le règlement des différends entre entreprises.

9.1 - Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation de deux semaines. Sauf à ce que la notification vaille ordre de démarrage des prestations, un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28-2 du CCAG Travaux à la diligence respective du Maître d'Œuvre et de l'entrepreneur.

Il est procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après :

- communication au représentant du Maître d'Ouvrage de l'identité et des coordonnées des entreprises sous-traitantes si elles n'ont pas déjà été déclarées lors de la remise des offres ;

- établissement par le Maître d'Œuvre, sur les indications des entreprises, du calendrier d'exécution détaillé des travaux signé par toutes les entreprises ;
- établissement et présentation au visa du Maître d'Œuvre, 10 jours avant l'expiration du délai de la période de préparation (pour permettre l'installation complète du chantier avant la fin de la période de préparation) du plan de sécurité et d'hygiène et du programme détaillé d'exécution des travaux, assortis ;
- établissement des plans d'exécution des ouvrages et des plans d'atelier et de chantier permettant le début des travaux.

Les documents, à établir par l'entrepreneur au cours de la période de préparation, seront présentés pour visa du Maître d'Œuvre au moins 8 jours avant l'expiration de la période de préparation.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du CCAG Travaux comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG Travaux.

Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogations à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du Maître d'Œuvre dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation ou, en l'absence d'une telle période, dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux. Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG Travaux, l'attente du visa après notification du programme au Maître d'Œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

A l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

9.2 - Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail

Il est précisé que le Maître d'Œuvre n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.

L'entrepreneur est chargé de la réalisation des études d'exécution des ouvrages dans les délais indiqués à l'article 7.4.8.1 du présent contrat. Le titulaire est tenu de transmettre un dossier complet d'exécution au Maître d'Œuvre dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de démarrage des travaux.

Les études d'exécution réalisées par l'entrepreneur seront soumises au Maître d'Œuvre pour visa avant tout début d'exécution dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG Travaux.

Le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la réception des documents, pour faire parvenir, aux entreprises, leur visa avec ou sans réserve.

Si dans ce délai, le Maître d'Œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit, dans le même délai, fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

Aucun ouvrage ne peut être exécuté sans les visas du Maître d'Œuvre.

En complément à l'article 29.1.4 du CCAG travaux, les entrepreneurs établiront leurs documents d'exécution en trois exemplaires, dont un sur support permettant la reproduction et un sur support informatique, et les remettront au Maître d'Œuvre.

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Tous les échantillons de matériaux et d'appareillages ou les prototypes dont la production est prévue par le C.C.T.P. sont fournis dans un local annexe. Ils sont soigneusement fixés pour éviter toute substitution. Ils sont

inscrits sur un registre comportant une case réservée à la signature du Maître d'Œuvre qui sera le seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

L'entrepreneur est tenu de fournir l'ensemble des échantillons et prototypes dans les délais indiqués à l'article 7.4.8.1 ci-dessus.

Les panneaux de chantier sont à la charge du titulaire selon modèle réglementaire (2 m x 4 m) à soumettre pour validation auprès du représentant du Maître d'Ouvrage.

9.3 - Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au Maître d'Ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier, établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

9.4 - Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

9.4.1 - Emplacement des installations de chantier

Le CCTP définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux seront remis en état en fin de chantier.

Le Maître d'Œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Les voies et réseaux divers existants sur le terrain sont mis à la disposition de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux.

L'entretien et la réparation devront être effectués par des entrepreneurs qualifiés.

Les dépenses relatives à l'entretien et à la remise en état des voiries et réseaux divers fournis par le Maître de l'Ouvrage sont à la charge de l'entrepreneur auquel incombent les dépenses d'établissement et d'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite spéciale du Maître d'Œuvre.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées, à l'occasion des travaux, aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels seront à l'entière charge de l'entrepreneur responsable.

En application de l'article 31.6 du CCAG Travaux, les frais de main d'œuvre du personnel auxiliaire mis à la disposition par l'entrepreneur, à la demande du Maître d'Œuvre, pour assurer la police de la circulation aux abords des chantiers ou aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et le long des itinéraires déviés, sont compris dans l'offre de l'entreprise.

9.4.2 - Laboratoire et bureau de chantier

L'entrepreneur n'aura pas la charge d'installer un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP.

L'entrepreneur n'aura pas la charge d'installer un bureau de chantier avec téléphone pour les intervenants.

9.4.3 – Emplacements gratuits pour dépôts provisoires

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur. Celui-ci devra se procurer à ses frais, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG Travaux, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales.

9.4.4 – Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire devra s'engager à l'application des mesures de prévention satisfaisant à la sécurité sanitaire pour la continuité des activités en période de COVID 19, telles que celles prévues dans le guide de

préconisations de l'OPPBTB ou équivalentes. Elles seront applicables dès le démarrage des travaux, pendant toute la durée de l'exécution des prestations et jusqu'à la réception complète.

Les parties s'engagent au respect des règles concernant la sécurité et la santé des travailleurs conformément aux articles L 4211-1 et, L 4531-1 à 3 et L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du Travail.

Le chantier n'est pas soumis à un PGCSPPS.

Le chantier n'est pas soumis à un PPSPS.

9.4.4 – Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il ne sera pas tenu de registre de chantier par le Maître d'Œuvre.

9.5 - Dispositions en matière de protection de l'environnement

9.5.1 – Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du Maître d'Ouvrage.

9.5.2 – Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le CCTP définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Il précisera les modalités permettant au Maître d'Ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

9.6 - Protection contre les nuisances et nettoyage du chantier

Le titulaire est responsable, jusqu'à la réception, de la protection de ses ouvrages. A cet effet, il devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les souillures et pollutions pouvant provoquer une dégradation du site.

Il est responsable, vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, des dégâts aux ouvrages existants et aux biens confiés pouvant survenir avant la réception définitive des travaux. Tous travaux de remise en état dus au non-respect de cette prescription, seront à la charge du titulaire.

Ce dernier aura le souci de réduire au strict nécessaire les gênes qu'il occasionne au Maître d'Ouvrage dans la jouissance de ses biens.

Dans le cas où les travaux nécessiteraient l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, électriques, pneumatiques, etc., le titulaire doit prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins équipés de moteurs à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brises béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance devront être conformes aux types homologués définis dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le Maître d'Ouvrage pourra prescrire au titulaire, soit le remplacement ou la modification des moteurs ou appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit des limitations d'horaires d'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais du titulaire.

Le titulaire est responsable de ses équipements. Ils devront être stockés soit dans ses éléments de chantier, soit, éventuellement, dans un local mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire doit, dans tous les cas, après exécution d'un ouvrage quel qu'il soit, le nettoyage, époussetage, balayage et l'enlèvement en décharges publiques des gravats, cartons, ... qu'il aura provoqué. A défaut d'exécution, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire procéder à ce nettoyage par une entreprise de son choix aux frais du titulaire.

9.7 – Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les

autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du Maître d'Ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 10 : AVANCE

Le marché fait l'objet d'une avance dans le cadre de la réglementation en vigueur sauf renonciation expresse des bénéficiaires indiquée dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du montant initial du marché. L'avance sera calculée en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à 10 du Cde de la Commande Publique.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la clause de variation de prix.

10.1 - Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

10.2 - Bénéficiaire de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique sans ou avec des sous-traitants ayant droit aux paiements directs, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés par le titulaire et à ceux exécutés par les sous-traitants ayant droit aux paiements directs.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au titulaire et à ses sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux qui seront réalisés par le titulaire et chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux qui seront réalisés par le groupement.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement solidaire, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements, identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette demande, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiements présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes qui restent dues au titulaire, mandataire ou cotraitant, ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traité, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

10.3 - Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie demandée.

Le règlement de l'avance interviendra dans le délai fixé à l'article 11.2 du présent CCAP.

La remise de la garantie à première demande doit intervenir, au plus tard, à la date à laquelle le titulaire remet sa demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie n'est pas constituée dans les conditions ci-avant définies, le titulaire perd définitivement la possibilité d'obtenir cette avance.

10.4 - Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance devra être achevé lorsque que le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du marché.

L'avance sera remboursée au prorata du montant des prestations réalisées dès que leur montant atteindra 65 % du montant du marché, selon la formule suivante :

Montant du remboursement = montant de l'avance * (% prestations réalisée – 65) / 15.

Le remboursement de l'avance s'effectuera sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PAIEMENT

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde, établis et réglés comme indiqué à l'article 13 du CCAG Travaux, précisé ou modifié comme suit :

- les travaux seront constatés et réglés à l'avancement, au pourcentage des quantités exécutées.
- le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage selon les quantités réellement réalisées.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Les articles 13.1 et 13.3 du CCAG Travaux seront appliqués

Le représentant du Maître d'Ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement des avances, des acomptes ou du solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets.

11.1 – Présentation des factures au format dématérialisé

Pour les grandes entreprises et les personnes publiques, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2017. Cette obligation concerne les entreprises de taille intermédiaire depuis le 1^{er} janvier 2018, les PME depuis le 1^{er} janvier 2019 et concernera les microentreprises à partir du 1^{er} janvier 2020. Attention, ces structures sont concernées uniquement dans le cadre de leurs contrats conclus avec l'Etat, ses établissements publics à caractère autre qu'industriel et commercial, les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements.

Les catégories d'entreprises sont détaillées à l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) :
 - ❖ n° SIRET du Maître d'Œuvre : 511 892 929 00015
 - ❖ n° SIRET du Maître d'Ouvrage : 216 001 420 00019
- le "code service" permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues
- le "numéro d'engagement" qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire

Ces deux dernières informations seront transmises au titulaire par les services du représentant du Maître d'Ouvrage.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission se fait, au choix du titulaire, par :

- un mode "flux" correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode "flux" s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS

- un mode "portail" nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- un mode "service", nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

11.2 – Demandes de paiement

11.2.1 Demande de paiement d'acomptes

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le représentant du Maître d'Ouvrage (au plus tard lors du règlement de l'acompte) si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

11.2.2 Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 13.3.2 du CCAG Travaux ;
- date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG Travaux et 15 du présent marché ;
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 15 ci-dessous.

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG Travaux s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, par dérogation aux articles 13.3 et 42 du CCAG Travaux, l'entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie (engazonnements ou végétaux).

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux :

- le représentant du Maître d'Ouvrage disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général ;
- lorsque le titulaire notifie au représentant du Maître d'Ouvrage, avec copie au Maître d'Œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 13.4.4 du CCAG Travaux et qu'en l'absence de notification du décompte général par le représentant du Maître d'Ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du Maître d'Ouvrage ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du Maître d'Ouvrage avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves ;
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché.

11.3 – Délais de paiement

Le délai maximum de paiement des avances est de 30 jours, à compter de la date de fourniture de la garantie à première demande.

Le délai de règlement des acomptes est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le Maître d'Œuvre.

Le délai maximum de règlement du solde est de 30 jours à compter de la réception du décompte général et définitif par le Maître d'Ouvrage.

Le représentant du Maître d'Ouvrage est chargé des vérifications et contrôles concernant les paiements.

11.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans le présent marché.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité de cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le Maître d'Ouvrage, dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande Publique.

En complément de l'article 13.1.7 du CCAG Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous traitant sera effectué sur la base de l'acceptation totale ou partielle de la demande de paiement du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au représentant du Maître d'Ouvrage par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le représentant du Maître d'Ouvrage procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

11.5 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le Maître d'Ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 13 : RÉCEPTION – DÉLAI DE GARANTIE

13.1 – Réception

La réception est l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG Travaux, la prise de possession par le Maître d'Ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le Maître d'Ouvrage et notifiées par ordre de service.

Sauf disposition figurant au C.C.T.P., la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

Les épreuves prévues à l'article 41.4 du CCAG Travaux sont précisées dans les C.C.T.P.

13.2 – Délai de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G. ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du Maître d'Ouvrage.

13.3 – Garanties particulières

Le CCTP fixe, le cas échéant, la nature des prestations concernées par une garantie particulière s'étendant au-delà des délais de garantie et la durée à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Ces garanties engagent l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

13.3.1 – Implantation des ouvrages

Le délai de garantie est porté à dix ans en ce qui concerne l'implantation des ouvrages ; l'entrepreneur disposera d'un délai d'un mois suivant la notification d'une erreur d'implantation pour mettre l'implantation des ouvrages en conformité avec les limites cadastrales.

13.3.2 – Matériel fourni par l'entrepreneur

L'entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut de fabrication et de fonctionnement du matériel mis en place conformément aux règles fixées par les normes en vigueur.

Cette garantie ne s'applique pas :

- au matériel fourni par le Maître d'Ouvrage pour autant que la mise en œuvre en ait été faite suivant les règles de l'art,
- aux détériorations provenant d'une usure anormale, de négligence, de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou défectueuse, de cas de force majeure ou de cas fortuits, ni aux détériorations causées par les tiers.

13.3.3 – Garantie particulière des matériaux de type nouveau

L'entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le Maître d'Ouvrage après avis du Maître d'Œuvre.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

13.3.4 – Garantie particulière des espaces verts

En matière d'espaces verts :

➤ les sujets végétaux et gazons feront l'objet de travaux de parachèvement jusqu'à leur réception. Cette réception sera constatée au plus tôt pour les gazons à la deuxième tonte suivant l'ensemencement et pour les végétaux au plus tard le 15 octobre suivant la période de plantation. La réception est prononcée à l'issue de ces travaux lorsque les exigences de réussite fixées au fascicule 35 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux sont atteintes (C.C.T.G. relatif aux travaux neufs et d'entretien des aménagements paysagers, des aires de sport et de loisirs de plein air). Cette date constitue le début du délai de garantie de parfait achèvement du marché

➤ le délai de garantie est de un an à compter des dates de réception correspondantes (gazons et plantations). Durant cette période l'entrepreneur réalise les travaux de confortement nécessaires au bon développement des plantations et ensemencements figurant au marché. Le coût et la nature de ces prestations devront apparaître de manière explicite et séparée dans les documents contractuels (y compris les modalités de règlement).

13.3.5 – Garantie particulière d'étanchéité

L'entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut d'étanchéité de tous les ouvrages neufs ou rénovés pendant un délai de dix ans à partir de la date de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-proviennent d'une mauvaise conception des ouvrages, d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

13.4 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du C.C.A.G. et de l'article 7.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le Maître d'Ouvrage, sur proposition du Maître d'Œuvre, se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

13.5 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est pas prévu de mise à dispositions d'ouvrage.

Conformément à l'article 43 du CCAG Travaux, un ordre de service pourra prescrire, le cas échéant, au titulaire, de mettre pendant une certaine période certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non-encore achevés, à la disposition du Maître d'Ouvrage. Dans ce cas, il sera fait application de l'article 43 du CCAG Travaux.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS À FOURNIR APRÈS EXÉCUTION

Le titulaire remet au Maître d'Œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé au minimum comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire
- les constats d'évacuation des déchets

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au Maître d'Œuvre au plus tard à la date des Opérations Préalables à la Réception.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, les documents à remettre par l'entrepreneur au Maître d'Œuvre dans le délai fixé ci-dessus seront fournis en trois exemplaires sous forme « papier + CD Rom ».

En cas de groupement d'entreprises, il appartient au mandataire de rassembler ces documents auprès de ses co-traitants.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

15.1 – Assurance de responsabilité

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 6.4.3 ci-dessus.

15.1.1 - Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au Maître d'Ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours de la demande du Maître d'Ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus.

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître d'Ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de la police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

15.1.2 - Assurance de responsabilité civile décennale

Lorsqu'il s'agit de travaux non-soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. ordonnance du 08/06/2005), l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale n'est pas exigée.

15.2 – Assurance des travaux

15.2.1 - Assurance Tous Risques Chantier

Le Maître d'Ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.

15.2.2.- Assurance Dommages Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrages.

15.3 – Dispositions diverses

15.3.1 - Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non-courantes ou sans avis technique ou non-agrées par les assureurs, sans accord préalable et écrit du Maître d'Ouvrage et, en toute hypothèse, les surprimes qui en résulteraient pour le Maître d'Ouvrage au titre des polices qu'il souscrit, seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

La souscription éventuelle par le représentant du Maître d'Ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 15.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le

titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le représentant du Maître d'Ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le représentant du Maître d'Ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

15.3.2 - Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et ses cotraitants éventuels ne pourra pas s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil et des fournisseurs.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommage-ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

15.4 - Contrôle technique

Sans objet.

ARTICLE 16 : RÉSILIATION - MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 45 à 48 du CCAG Travaux auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes, sont applicables au présent marché.

16.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 46.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 46.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 2 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT non-actualisé des prestations perçues.

16.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- la résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 15.1 peut s'opérer sans mise en demeure préalable ;
- en complément de l'article 46.3 du CCAG Travaux, en cas de non-production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant du premier rang et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitants de second rang et plus et après mise en demeure du sous-traitant de premier rang et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- en cas de non-respect, par le titulaire ou un de ses cotraitants, des obligations visées à l'article 17 ci-après, relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant éventuel dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à 15 du Code de la Commande Publique, fournis par le titulaire ou l'un de ses cotraitants lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera résilié sans mise en demeure à leurs frais et risques.

16.3 – Mesures coercitives

Il n'est pas fait application de l'article 48.7.3 du CCAG Travaux (par dérogation).

ARTICLE 17 : PIÈCES À FOURNIR

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la Commande publique, dans les conditions prévues au règlement de la consultation.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra produire au représentant du Maître d'Ouvrage ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants à l'attribution du marché.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du Travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 15 du présent document.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non-production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au représentant du Maître d'Ouvrage une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 18 : CLAUSES DE RÉEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

18.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au Maître d'Ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité ;
- cession de contrat ;
- décès ;
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Maître d'Ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le Maître d'Ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être une entreprise tierce.

En cas d'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du Maître d'Ouvrage sur la substitution, la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut, le cocontractant énuméré en deuxième position dans le présent document devient le nouveau mandataire du groupement.

18.2 – Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

ARTICLE 19 : CONFIDENTIALITÉ - MESURES DE SÉCURITÉ

19.1 – Obligation de confidentialité

Le titulaire et le représentant du Maître d'Ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du Maître d'Ouvrage ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

19.2 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le Maître d'Ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du Maître d'Ouvrage d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le prestataire et ces sous-traitants éventuels, devront être en mesure de fournir l'ensemble des éléments nécessaires à la constitution, par le représentant du Maître d'Ouvrage, d'un dossier auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés conforme aux exigences des lois et règlement en vigueur avec intégration notamment du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

19.3 – Sous-traitance

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 20 : REGLEMENT DES DIFFERENTS LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du Code de la Commande Publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles désignés ci-après du présent CCAP dérogent aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux :

CCAP	CCAG
Article 2	Articles 4.1 et 4.2
Article 3.3	Article 15.4.3
Article 6.2	Article 19.2.3
Article 6.4	Article 20.4
Article 6.4.1	Article 20.1
Article 8.2.1	Articles 27.3 et 31.9
Article 9.1	Articles 28.1 et 28.2.2
Article 9.4.1	Article 34.1
Article 9.4.4	Article 28.5
Article 11.2.1	Article 13.3.2
Article 11.2.2	Articles 13.3.2, 13.3, 42, 13.4.4, 13.4.2
Article 13.1	Article 42.2
Article 14	Article 40
Article 16.2	Article 48.1
Article 16.3	Article 48.7.3